

HOTELIM SA

Siège social : 9-11-13 Avenue Myron Herrick 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Audit France
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

HOTELIM SA

9-11-13 Avenue Myron Herrick
75008 PARIS

A l'assemblée générale de la société,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenues par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « immobilisations financières » page 4 de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.



PKF Arsilon Audit France
3, rue d'Héliopolis
75017 Paris

01 42 94 42 42
www.pkf-arsilon.com

PKF Arsilon Audit France - Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris - SAS au capital de 340 704 €. Siège social : 3, rue d'Héliopolis - 75017 PARIS. RCS PARIS 390 128 874. TVA n° FR 57 390 128 874. SIRET 390 128 874 00034. Code APE 6920Z. PKF Arsilon Audit France est membre de PKF Global, le réseau des entités membres de PKF International Limited, dont chaque membre est une entité juridique distincte et indépendante vis-à-vis de laquelle aucune responsabilité ne saurait être recherchée pour une quelconque action ou inaction d'une autre entité membre ou société correspondante.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacré au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
PKF Arsilon Audit France



Laurent DELCOURT

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Capital souscrit non appelé					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
		Frais de développement			
		Concessions, brevets et droits similaires	6 860	6 860	
		Fonds commercial (1)	262 179		262 179
	Immobilisations corporelles	Autres immobilisations incorporelles			
		Immobilisations incorporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL	269 039	6 860	262 179
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Terrains	13 058	13 058	
		Constructions	2 285	1 989	296
Inst. techniques, mat. out. industriels		220 901	208 013	12 887	
Autres immobilisations corporelles		26 125		26 125	
TOTAL	262 370	223 060	39 310		
Immobilisations financières ⁽³⁾	Participations évaluées par équivalence				
	Autres participations	14 183 356	1 268 975	12 914 381	
	Créances rattachées à des participations	3 542 483	162 895	3 379 587	
	Titres immob. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Autres immobilisations financières	40 209		40 209		
TOTAL	17 766 049	1 431 870	16 334 178		
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ		18 297 460	1 661 791	16 635 668	16 850 262
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements			
		En cours de production de biens			
		En cours de production de services			
		Produits intermédiaires et finis			
	Marchandises				
TOTAL					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances ⁽¹⁾	Clients et comptes rattachés	353 178		353 178	430 730
	Autres créances	7 666 894		7 666 894	8 129 235
	Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	8 020 073		8 020 073	8 559 965	
Divers	Valeurs mobilières de placement				1 000 000
	(dont actions propres : Instruments de trésorerie Disponibilités	2 034 750		2 034 750	2 228 206
TOTAL	2 034 750		2 034 750	3 228 206	
Charges constatées d'avance		1 544		1 544	2 447
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT		10 056 368		10 056 368	11 790 619
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Écarts de conversion actif					
TOTAL DE L'ACTIF		28 353 829	1 661 791	26 692 037	28 640 881
Renvois :	(1) Dont droit au bail				
	(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			3 582 692	5 600 827
	(3) Dont créances à plus d'un an (brut)				
Clause de réserve de propriété	Immobilisations		Stocks		Créances clients

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres	Capital (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 481 805	9 393 344
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	776 409	776 409
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	834 382	147 543
Résultats antérieurs en instance d'affectation			
Résultat de la période (bénéfice ou perte)	4 568 917	1 560 300	
Situation nette avant répartition	20 425 618	19 641 702	
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total	20 425 618	19 641 702
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	92 122	86 430
	Total	92 122	86 430
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 893 354	8 251 701
	Emprunts et dettes financières divers (3)	705 958	68 905
	Total	5 599 313	8 320 606
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 171	166 405
	Dettes fiscales et sociales	324 509	425 450
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	302	285	
Instrument de trésorerie			
Total	574 983	592 142	
Produits constatés d'avance			
Total des dettes et des produits constatés d'avance	6 174 296	8 912 749	
Écarts de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF	26 692 037	28 640 881	
Crédit-bail immobilier			
Crédit-bail mobilier			
Effets portés à l'escompte et non échus			
Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	2 210 502		
à moins d'un an	3 963 793	8 912 749	
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

		France	Exportation	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises					
	Production vendue : - Biens				275 768	
	- Services	1 400 964		1 400 964	1 207 197	
	Chiffre d'affaires net	1 400 964		1 400 964	1 482 966	
	Production stockée			3 217	3 217	
	Production immobilisée					
	Produits nets partiels sur opérations à long terme					
	Subventions d'exploitation			45	125	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges						
Autres produits						
			Total	1 404 227	1 486 309	
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats					
	Variation de stocks					
	Matières premières et autres approvisionnements Achats					
	Variation de stocks					
	Autres achats et charges externes (3)			1 116 500	933 507	
	Impôts, taxes et versements assimilés			57 453	56 116	
	Salaires et traitements			403 271	364 000	
	Charges sociales			220 386	184 038	
	Dotations	• sur immobilisations	amortissements	3 237	3 274	
	d'exploitation	• sur actif circulant	provisions			
Autres charges	• pour risques et charges		5 692	12 869		
			4 079	1 934		
			Total	1 810 620	1 555 741	
			Résultat d'exploitation	A	-406 393	-69 432
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée			B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré			C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)			3 960 450	1 700 000	
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)			100 980	71 154	
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			189 749	129 504	
	Reprises sur provisions, transferts de charges			1 920 656		
	Différences positives de change					
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
			Total	6 171 836	1 900 659	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions			664 924	83 045	
	Intérêts et charges assimilées (5)					
	Différences négatives de change					
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
			Total	664 924	83 045	
			Résultat financier	D	5 506 911	1 817 613
			RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)	E	5 100 518	1 748 181

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	147 089	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total	147 089	
	Résultat exceptionnel	F	-147 089
	Participation des salariés aux résultats	G	
	Impôt sur les bénéfices	H	384 512
			187 881
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)			4 568 917
			1 560 300
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

SA HOTELIM

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture :

31/12/2024

Table des matières

1.	Faits caractéristiques de l'exercice	3
2.	Principes, règles et méthodes comptables	3
3.	Informations relatives aux postes du bilan	4
3.1.	Actif immobilisé.....	4
3.2.	Actif circulant	12
3.3.	Autres informations sur l'actif.....	12
3.4.	Passif	16
3.4.1.	Capitaux propres	16
3.4.2.	Provisions	17
	Taux d'actualisation	19
4.1.2.	Revalorisation des salaires	19
4.1.3.	Charges sociales patronales.....	19
4.1.4.	Contribution employeur.....	19
4.1.5.	Les droits conventionnels	19
4.2.1.	Mobilité des actifs: le turnover	20
4.2.2.	La probabilité de survie : La table de mortalité	20
4.2.3.	Ventilation des départs à la retraite	20
4.2.4.	Âge de départ en retraite	20
3.4.3.	Autres informations sur le passif.....	21
4.	Informations relatives aux postes du compte de résultat	23
4.1.	Ventilation du chiffre d'affaires.....	23
4.2.	Honoraires des commissaires aux comptes	23
4.3.	Résultat financier.....	23
4.4.	Résultat Exceptionnel.....	24
5.	Informations relatives à l'effectif.....	24
5.1.	Impôt sur les bénéfices	25
6.2.1.	Ventilation	25
6.2.2.	Intégration fiscale.....	26
6.	Événements postérieurs à la clôture.....	26

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 26 692 037,49 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 4 568 917,55 euros, présenté sous forme de liste. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

1 . Faits caractéristiques de l'exercice

Au deuxième trimestre 2024, la société Hotelim a fait l'objet d'un contrôle fiscal qui a abouti sur un redressement fiscal au niveau de la taxe sur les salaires.

La société Hotelim Maroc a fait l'objet d'une liquidation courant 2024. Nous avons constaté la sortie des titres immobilisées ainsi que les avances y afférentes.

2 . Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. Informations relatives aux postes du bilan

3.1. Actif immobilisé

a. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

b. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Immobilisations financières :

Chaque année, des tests d'évaluation portant sur chacune des participations du Groupe sont réalisés en appliquant les méthodes traditionnelles de valorisation (méthode hôtelière et méthode des barèmes) et aux fins de constater d'éventuelles provisions comptabiliser

3.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	269 040	-	-	269 040
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	13 058	-	-	13 058
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 286	-	-	2 286
	Installations générales, agencements, aménagements divers	121 599	-	-	121 599
	Matériel de transport	2 982	-	-	2 982
	Matériel de bureau et mobilier informatique	89 235	7 086	-	96 321
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	26 126	-	26 126
	Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL III		229 159	33 212	-	262 371
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	19 896 549	831 002	3 001 711	17 725 840
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	34 725	5 484	-	40 209
TOTAL IV		19 931 274	836 486	3 001 711	17 766 049
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		20 429 473	869 698	3 001 711	18 297 460

Amortissements de l'actif immobilisé

L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Concessions, logiciels et Brevets : 1 à 5 ans
- Droits d'entrée franchise : 10 ans
- Constructions et aménagement des constructions : 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- Matériel de transport : 2 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 2 à 6 ans
- Mobilier : 10 ans

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		6 861	-	-	6 861
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agcts et amgts constructions	13 058	-	-	13 058
Installations techniques, matériel et outillage industriels		1 896	94	-	1 989
Autres immobilisations	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	116 767	1 164	-	117 930

	Matériel de transport	2 982	-	-	2 982
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	85 121	1 980	-	87 101
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	TOTAL III	219 823	3 237	-	223 061
	TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)	226 684	3 237	-	229 921

3.1.2. Dépréciations de l'actif immobilisé

Provisions pour dépréciation	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Incorporelles	-	-	-	-
Corporelles	-	-	-	-
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
Titres de participation	1 573 064	-	304 089	1 268 975
Autres immobilisations financières	1 779 463	-	1 616 567	162 895
TOTAL	3 352 527	-	1 920 656	1 431 870

3.1.3. Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	6 861	-	-	-	-	6 861
Corporelles	219 823	3 237	-	-	-	223 061
Financières	3 352 527		-		1 920 656	1 431 870
TOTAL	-3 125 843	3 237	-	-	1 920 656	229 921

3.1.4. Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

Fonds commercial

Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation.

Le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture.

3.1.5. Informations relatives aux filiales et participations

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu).	Capital	Quote-part %	Valeur comptable des titres détenus	CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Réserve. et report avant affect.	Dividendes	Brute Nette	Résultats	Cautions
BALBERCY	150 000	92.03	1 451 751	7 975 583	
	13 514 238	500 000		2 679 959	
	Observation :				
DELTA RUNGIS	78 635	100.00	2 704 057	1 141 596	23 037
	1 187 431			139 079	
	Observation :				
LE BOURGET	15 000	100.00	391 672	2 396 332	1 092 301
	1 477 808			400 422	
	Observation :				
SOGEGONE	300 000	100.00	635 408	1 569 516	186 094
	553 756	500 000		344 672	
	Observation :				
DROMHOTEL	108 000	100.00	1 828 000	584 816	319 662
	195 210		559 025	3 852	
	Observation :				
SAINT RAPHAEL	225 000	100.00	228 674	3 732 420	439 922
	1 262 891	1 500 000		405 213	
	Observation :				

Filiales (+ de 50 % capital détenu).	Capital	Quote-part %	Valeur comptable des titres détenus	CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Réserve. et report avant affect.	Dividendes	Brute Nette	Résultats	Cautions
ROSNY	1 229 190	100.00	2 096 723	1 386 310	43 424
	976 624			205 515	
	Observation :				
CRETEIL MESLY	215 310	100.00	1 610 204	1 502 836	96 132
	1 765 514	500 000		195 101	
	Observation :				
RELNICE	15 000	100.00	168	2 019 992	197 372
	1 217 819	1 000 000		769 703	
	Observation :				
SUITE HOTEL	15 000	100.00	1 804 339	1 439 021	941 782
	907 633			171 196	
	Observation :				
HOFIDEV	10 000	70.00	7 000	0	
	-1 014 582			1 002 997	
	Observation :				
	Observation :				

Participations (10 à 50% capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeur comptable des titres détenus	CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Réserve. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Résultats	Cautions
			Nette		
MEZAL	15 000	50.00	1 074 000	1 911 999	
	1 639 920			147 569	
	Observation :				
	Observation :				
	Observation :				

B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations

Filiales (françaises et étrangères) non reprises au § A	Valeur comptable des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)
	Brute	Nette			
<i>Ksar Mogador</i>	351 362		101 744		
		188 466			
Observation :					

3.2. Actif circulant

3.2.1. Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du premier entré, premier sorti.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

3.3. Autres informations sur l'actif

3.3.1. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	3 542 483	3 542 483	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	40 209	40 209	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	-	-	-
	Autres créances clients	353 179	353 179	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-

Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		110	110	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	37 389	37 389	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Divers	1 832	1 832	-
Groupe et associés		7 625 391	7 625 391	-
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		2 173	2 173	-
Charges constatées d'avance		1 545	1 545	-
TOTAL		11 604 311	11 604 311	-

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

3.3.2. Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA 2024	1544.84		

3.3.3. Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	100 981
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	16 786
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
État	1 832
Divers	-
TOTAL	119 598

3.3.4. Éléments concernant les entreprises liées

Les créances concernant les entreprises liées ou avec un lien de participation se répartissent comme suit :

Libellés	Entreprises liées	Entreprises avec lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	14 183 357	
Créances rattachées à des participations	3 542 483	
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Total Immobilisations		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	335 180	
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Total Créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total Disponibilités		
TOTAL		

3.4. Passif

3.4.1. Capitaux propres

Capital social

	Nombre d'actions	Valeur en capital
Position début de l'exercice	970 513	8
Mouvements :		
Position fin de l'exercice	970 513	8

Variation des capitaux propres

Libellés	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Capital	7 764 104	-	-	7 764 104
Réserves, primes et écarts	10 169 754	-	2 911 539	7 258 215
Report à nouveau	147 543	686 839	-	834 382
Résultat	1 560 300	3 008 617	-	4 568 918
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	19 641 702	3 695 456	2 911 539	20 425 619

Au cours de l'exercice, la société a procédé à la distribution de dividendes d'un montant de 3 785 000 Euros.

3.4.2. Provisions

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice (1) (2)	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	86 430	5 692	-	92 122
TOTAL	86 430	5 692	-	92 122

Classification des augmentations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des augmentations (dotations)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	5 692		
TOTAL	5 692		

Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-

Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	86 430	5 692	-	92 122
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL	86 430	5 692	-	92 122

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	92 122	-	92 122

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice. La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. L'entreprise a appliqué la méthode préférentielle

Paramètres économiques pour le calcul de la dette actuarielle :

Taux d'actualisation

Il doit être déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie (Obligations corporate AA).

Le taux retenu dans le cadre de cette évaluation correspond au taux d'actualisation brut.

Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

Taux d'actualisation : 3,36 %

4.1.2. Revalorisation des salaires

La revalorisation des salaires peut être linéaire ou variable. Elle est ainsi représentée sous la forme de tables qui expriment un taux d'évolution de la rémunération par âge.

Les tables retenues dans le cadre de cette étude sont les suivantes :

Cadre : Profil 3%

4.1.3. Charges sociales patronales

Les indemnités de fin de carrières versées aux salariés dans le cadre d'un départ volontaire sont soumises aux charges sociales patronales. Les taux retenus pour cette évaluation sont les suivants:

Cadre : 34%

4.1.4. Contribution employeur

Depuis le 1er janvier 2008, l'employeur est redevable d'une contribution sur les indemnités de mise à la retraite versées aux salariés à compter du 1er janvier 2009. Les taux de contribution pris en compte sont les suivants:

Cadre : 30%

4.1.5. Les droits conventionnels

L'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective ou de l'accord collectif si ceux-ci sont plus favorables que les indemnités légales.

Les tables retenues par catégories sont les suivantes :

DEPART VOLONTAIRE :

Cadre : Hôtels, cafés, restaurants (Cadres) (DV)

MISE A LA RETRAITE :

Cadre : Hôtels, cafés, restaurants (MR)

4.2.1. Mobilité des actifs: le turnover

Le taux de turnover ou taux de rotation du personnel représente le rapport entre le nombre de salariés ayant quitté l'entreprise et ceux présents.

Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

Cadre : Turn-over faible

4.2.2. La probabilité de survie : La table de mortalité

Cette probabilité est déterminée à partir de tables statistiques de mortalité de la population française. Par exemple, la table INSEE indique le nombre de survivants à chaque âge pour 100 000 individus à la naissance en faisant une distinction par sexe.

Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

Cadre : INSEE 2021

4.2.3. Ventilation des départs à la retraite

Les taux retenus sont les suivants :

Départ volontaire (Départ à l'initiative du salarié) : 100 %

Mise à la retraite par l'employeur : 0 %

4.2.4. Âge de départ en retraite

Cadre : 60-67 ans

3.4.3. Autres informations sur le passif

3.4.3.1. État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	763	763	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	4 892 592	2 682 089	2 210 503	-
Emprunts et dettes financières divers		5 194	5 194	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		250 172	250 172	-	-
Personnel et comptes rattachés		8 114	8 114	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		67 605	67 605	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	84 570	84 570	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	125 459	125 459	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	38 762	38 762	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Groupe et associés		701 067	701 067	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-

TOTAL	6 174 297	3 963 794	2 210 503	-
--------------	-----------	-----------	-----------	---

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 358 013
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	8 114
Charges sociales provisionnées	3 449
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	5 194
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	763
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	136 954
RRR à accorder, avoirs à établir	-

Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	372
Autres charges fiscales	69
Divers	-
TOTAL	154 915

4. Informations relatives aux postes du compte de résultat

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendue :			
Biens	-	-	-
Services	1 400 965	-	1 400 965
Chiffre d'affaires net	1 400 965	-	1 400 965

4.2. Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	79 560	
Au titre d'autres prestations		
<i>Honoraires totaux</i>	<i>79 560</i>	

4.3. Résultat financier

Le résultat financier est essentiellement formé par les dividendes reçus par les filiales et les intérêts en comptes courants

4.4. Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel correspond à la sortie de titres à la suite de liquidation de la société.

5. Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	<i>Personnel salarié</i>
Cadres	3
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	
Ouvriers	
TOTAL	3

5.1. Impôt sur les bénéfices

6.2.1. Ventilation

	Résultat courant	Résultat exceptionnel	Participation des salariés	Résultat comptable
Résultat avant impôts	5 100 519	-147 089		4 953 430
Impôt	-	-		
Résultat après impôts	5 100 519	-147 089		4 568 918

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant, résultat exceptionnel et participation.

6.2.2. Intégration fiscale

La SA HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la SA HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisé par le groupe en cas de déficit.

La société HOTELIM est la société mère qui établit les comptes consolidés du groupe HOTELIM

6. Événements postérieurs à la clôture

La filiale Dromhotel a vendu son fonds de commerce ainsi que son actif immobilier.



HOTELIM SA

Siège social : 9-11-13 Avenue Myron Herrick 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Audit France
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2024

HOTELIM SA

9-11-13 Avenue Myron Herrick
75008 PARIS

À l'assemblée générale de la société,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



PKF Arsilon Audit France
3, rue d'Héliopolis
75017 Paris

01 42 94 42 42
www.pkf-arsilon.com

PKF Arsilon Audit France - Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris - SAS au capital de 340 704 €. Siège social : 3, rue d'Héliopolis - 75017 PARIS. RCS PARIS 390 128 874. TVA n° FR 57 390 128 874. SIRET 390 128 874 00034. Code APE 6920Z. PKF Arsilon Audit France est membre de PKF Global, le réseau des entités membres de PKF International Limited, dont chaque membre est une entité juridique distincte et indépendante vis-à-vis de laquelle aucune responsabilité ne saurait être recherchée pour une quelconque action ou inaction d'une autre entité membre ou société correspondante.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2024	31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	17 436 974	10 409 441	7 027 533	7 218 326
Marques				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	401 020	365 957	35 063	35 063
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	70 640	63 018	7 622	8 635
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	43 053 634	35 284 344	7 769 290	8 617 521
Installations techniques, matériel, outillage	5 397 502	4 782 723	614 779	635 399
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations corporelles	5 381 884	3 907 336	1 474 548	1 420 243
Immobilisations corporelles en cours	237 512		237 512	110 279
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	1 533 057		1 533 057	534 006
Créances rattachées à des participations	101 774	101 774		
Autres titres immobilisés	119 971		119 971	119 971
Prêts				
Autres immobilisations financières	116 383		116 383	97 649
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
Actif immobilisé	76 000 482	54 928 380	21 072 102	20 933 436
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	147 634		147 634	150 942
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	25 231		25 231	21 468
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	392 459	23 206	369 253	280 117
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances fiscales				
Actifs d'impôts différés	33 696		33 696	11 124
Créances sociales				
Autres créances	6 440 689	61 121	6 379 568	7 172 059
Charges constatées d'avance	56 918		56 918	60 633
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				1
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	1 040 600		1 040 600	2 235 969
Actions propres				
Disponibilités	27 603 720		27 603 720	27 500 886
Actif circulant	35 740 947	84 327	35 656 620	37 433 199
TOTAL ACTIF	111 741 429	55 012 707	56 728 722	58 366 635

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 481 805	9 393 344
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	776 410	776 410
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	22 765 687	18 734 018
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	834 382	147 543
RESULTAT GROUPE	5 060 851	5 291 078
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Capitaux propres	43 683 239	42 106 497
Intérêts hors groupe	1 679 750	1 672 867
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	589 226	347 330
Intérêts minoritaires	2 268 976	2 020 197
Ecart acquisition négatif		
Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires		
Provisions pour litige	311 662	313 271
Provisions pour restructuration		
Provisions pour perte de change		
Autres provisions	25 497	25 497
Provisions pour risques et charges	337 159	338 768
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 897 785	8 257 360
Emprunts en crédit-bail		
Concours bancaires courants	9 317	3 028
Autres dettes financières	15 873	27 889
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 950 820	1 802 393
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	453 330	475 760
Dettes fiscales	2 222 027	2 093 096
Impôts différés passifs	839 567	1 151 670
Dettes sociales		
Autres dettes	41 694	73 831
Produits constatés d'avance	8 934	16 148
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif	1	-2
Passif circulant	10 439 348	13 901 173
TOTAL PASSIF	56 728 722	58 366 635

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	416 191	411 198
Ventes de marchandises Export		
Ventes de biens		
Ventes de biens Export		
Ventes de services	25 243 585	26 059 095
Ventes de services Export		
Autres revenus		
Chiffre d'affaires net	25 659 776	26 470 293
Production stockée		
Production immobilisée	31 977	33 136
Subventions d'exploitation	79 264	87 087
Reprises sur dépréciations, amortissements, transfert	17 958	
Autres produits	20 634	14 463
Autres produits d'exploitation	149 833	134 686
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	77 145	80 982
Variation de stock de marchandises	-374	349
Achats de matières premières et autres appro.	1 295 982	1 403 256
Variation de stock matières premières et approvisionnements	-82	-8 645
Autres achats et charges externes	9 106 570	9 100 339
Impôts, taxes et versements assimilés	756 091	666 353
Salaires et traitements	4 868 035	4 695 124
Charges sociales	1 385 412	1 276 069
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	1 631 903	1 665 704
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions	19 369	46 830
QP de résultat sur opérations faites en commun		
Autres charges	952 348	929 027
Charges d'exploitation	20 092 399	19 855 388
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 717 210	6 749 591
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	190 793	124 032
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 526 417	6 625 559

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	4 812	1 821
Autres intérêts et produits assimilés	812 754	948 999
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 750 689	
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
Produits financiers	2 568 255	950 820
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	665 128	83 050
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières	2	
Charges financières	665 130	83 050
RESULTAT FINANCIER	1 903 125	867 770
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	7 429 542	7 493 329
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 702	30 887
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	113	1 781
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 952	64 772
Autres produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	22 767	97 440
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	169 528	8 450
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 651
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 123	34 312
Autres charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	170 651	46 413
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-147 884	51 027
Impôts exigibles	1 966 260	1 987 578
Impôts différés	-334 679	-81 630
Impôts sur les bénéfices	1 631 581	1 905 948
Résultat des sociétés intégrées	5 650 077	5 638 408
Résultat net des entreprises en cours de cession		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	5 650 077	5 638 408
RESULTAT GROUPE	5 060 851	5 291 078
RESULTAT HORS GROUPE	589 226	347 330
Résultat par action	5,21461	5,45184
Résultat dilué par action	5,21461	5,45184

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2024	%	31/12/2023	%	Variation	%
Ventes marchandises	416 191	1,62	411 198	1,55	4 993	1,21
- Coût d'achat des marchandises vendues	76 771	0,30	81 331	0,31	-4 560	-5,61
Marge commerciale	339 420	1,32	329 867	1,24	9 553	2,90
Production vendue	25 243 585	98,26	26 059 095	98,32	-815 510	-3,13
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	31 977	0,12	33 136	0,13	-1 159	-3,50
Production de l'exercice	25 275 562	98,38	26 092 231	98,45	-816 669	-3,13
- Achats de matières premières et approvisionnements	1 295 982	5,04	1 403 256	5,29	-107 274	-7,64
- Variation de stock	-82	0,00	-8 645	-0,03	8 563	-99,05
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	23 979 662	93,34	24 697 620	93,19	-717 958	-2,91
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	25 691 753	100,00	26 503 429	100,00	-811 676	-3,06
MARGE BRUTE GLOBALE	24 319 082	94,66	25 027 487	94,43	-708 405	-2,83
- Autres achats et charges externes	9 106 570	35,45	9 100 339	34,34	6 231	0,07
Valeur ajoutée	15 212 512	59,21	15 927 148	60,09	-714 636	-4,49
+ Subventions d'exploitation	79 264	0,31	87 087	0,33	-7 823	-8,98
- Impôts, taxes et versements assimilés	756 091	2,94	666 353	2,51	89 738	13,47
- Charges de personnel	6 253 447	24,34	5 971 193	22,53	282 254	4,73
Excédent brut d'exploitation	8 282 238	32,24	9 376 689	35,38	-1 094 451	-11,67
+ Reprises sur charges calculées, transferts	17 958	0,07	17 958			
+ Autres produits	20 634	0,08	14 463	0,05	6 171	42,67
- Dotations aux amortissements et aux provisions	1 651 272	6,43	1 712 534	6,46	-61 262	-3,58
- Autres charges	952 348	3,71	929 027	3,51	23 321	2,51
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 717 210	22,25	6 749 591	25,47	-1 032 381	-15,30
- Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	190 793	0,74	124 032	0,47	66 761	53,83
RESULTAT D'EXPLOITATION APRÈS DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 526 417	21,51	6 625 559	25,00	-1 099 142	-16,59
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
+ Produits financiers	2 568 255	10,00	950 820	3,59	1 617 435	170,11
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
- Charges financières	665 130	2,59	83 050	0,31	582 080	700,88
Résultat courant avant impôt	7 429 542	28,92	7 493 329	28,27	-63 787	-0,85
Produits exceptionnels	22 767	0,09	97 440	0,37	-74 673	-76,63
- Charges exceptionnelles	170 651	0,66	46 413	0,18	124 238	267,68
Résultat exceptionnel	-147 884	-0,58	51 027	0,19	-198 911	-389,82
- Impôts dus sur les bénéfices	1 966 260	7,65	1 987 578	7,50	-21 318	-1,07
- Impôt sur les bénéfices	-334 679	-1,30	-81 630	-0,31	-253 049	310,00
Résultat sociétés intégrées	5 650 077	21,99	5 638 408	21,27	11 669	0,21
Résultat net des entreprises en cours de cession						
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	5 650 077	21,99	5 638 408	21,27	11 669	0,21
RESULTAT GROUPE	5 060 851	19,70	5 291 078	19,96	-230 227	-4,35
RESULTAT HORS GROUPE	589 226	2,29	347 330	1,31	241 896	69,64
Produits des cessions des éléments d'actifs						
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	165 865		8 034		157 831	N/S
Plus ou moins values sur cessions	-165 865		-8 034		-157 831	N/S

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	5 650 077	5 638 408
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	70 383	1 872 018
Variation des impôts différés	-334 679	-81 630
Plus-values de cession, nettes d'impôt	165 865	8 034
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 551 646	7 436 830
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	922 192	-111 199
<i>Dont stocks</i>	-455	-8 297
<i>Dont créances d'exploitation</i>	707 070	-108 102
<i>Dont dettes d'exploitation</i>	215 577	5 200
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 473 838	7 325 631
Acquisition d'immobilisations	-981 124	-1 533 687
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	604 601	693 854
Incidence des variations de périmètres (2)		-195 300
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-376 523	-1 035 133
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-3 785 000	-1 746 924
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-39 550	
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		-66 760
Emissions d'emprunts		49
Remboursements d'emprunts	-3 371 591	-3 155 345
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-7 196 141	-4 968 980
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	-1 098 826	1 321 518
Trésorerie d'ouverture	29 733 827	28 412 307
Trésorerie de clôture	28 635 001	29 733 825

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

ANNEXE

Sommaire annexe

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION	14
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	14
B. MODALITES DE CONSOLIDATION	14
1. Périmètre de consolidation	14
2. Retraitement de consolidation	14
3. Opérations réciproques	14
4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées.....	14
5. Application des méthodes préférentielles du règlement 2020-01	14
6. Traitement des écarts d'acquisition	15
C. METHODES ET REGLES D'EVALUATION	15
1. Changements comptables.....	15
2. Immobilisations incorporelles	15
3. Immobilisations corporelles	15
4. Immobilisations financières	16
5. Provisions pour risques et charges	16
6. Stocks	16
7. Créances et dettes	16
8. Valeurs mobilières de placement	16
9. Impôts différés.....	16
10. Engagements vis-à-vis du personnel	17
11. Régime d'intégration fiscale	17
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	18
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION	18
C. LISTE DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDEES	19
D. ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
1. Engagements donnés	19
2. Engagements reçus	19
E. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS	19
3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....	20
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS... 20	20
1. Entrée dans le périmètre de consolidation	20
2. Sortie du périmètre de consolidation	20
3. Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation	20
4. Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation	20
5. Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture.....	20
6. Autres informations sur le périmètre de consolidation.....	20
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	20
4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS.....	21

A.	POSTES DU BILAN CONSOLIDE.....	21
B.	ACTIF IMMOBILISE	21
1.	<i>Immobilisations incorporelles</i>	21
2.	<i>Immobilisations corporelles</i>	21
3.	<i>Immobilisations financières</i>	21
4.	<i>Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles</i>	22
C.	AUTRES POSTES D'ACTIF	22
D.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
1.	<i>Capitaux propres part du groupe</i>	23
2.	<i>Capitaux propres hors groupe</i>	23
E.	AUTRES POSTES DE PASSIF	24
1.	<i>Provisions</i>	24
2.	<i>Impôt sur les résultats</i>	24
3.	<i>Impôts différés par société</i>	25
4.	<i>Emprunts et dettes financières à long et moyen terme</i>	25
F.	POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	26
1.	<i>Charges de personnel et effectif</i>	26
2.	<i>Charges relatives aux frais de recherche et de développement</i>	26
3.	<i>Charges et produits d'exploitation</i>	26
4.	<i>Charges et produits financiers</i>	26
5.	<i>Charges et produits exceptionnels</i>	26
5.	AUTRES INFORMATIONS	27
A.	INFORMATION SECTORIELLE.....	27
B.	AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	27
1.	<i>Évènements postérieurs à la clôture</i>	27
2.	<i>Tableaux des flux de trésorerie</i>	27
3.	<i>Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants</i>	27
4.	<i>Honoraires Commissaires aux Comptes</i>	27

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Le Groupe établit ses comptes en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables qui a remplacé le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 décembre 2024, comme au 31 décembre 2023, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 2020-01.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles du règlement 2020-01

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	1 116 499	850 382	266 117	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	824 742	276 413	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	1 622 259	1 204 376	417 883	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	318 301	105 616	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC Relnice						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	951 109	
SAS Suite Hotel						1 907 933	1 008 851	899 082
	412 941	3 850 889	4 263 830	3 197 801	1 066 029	11 308 523	10 409 441	899 082
SARL Le Bourget						2 058 062		2 058 062
SARL Créteil Mesly						990 919		990 919
SARL Dromhotel						30 490		30 490
SARL Rosnybois						1 372 041		1 372 041
SARL Delta Rungis						1 676 939		1 676 939
						Fonds de commerce	6 128 451	6 128 451
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	3 197 801	1 066 029	17 436 974	10 409 441	7 027 533

C. Méthodes et règles d'évaluation
1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2024, la valeur du portefeuille est de 1 040 600 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale

correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure de prudence, les déficits fiscaux du groupe, qui concernent la société Hofidev pour un montant de 11.584 € n'ont pas été activés au 31 décembre 2024.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 25% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 comme au 31 décembre 2023. Ce taux tient compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3 %, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2024, l'engagement net d'impôt s'élève à 234 K€ contre 210 K€ au 31 décembre 2023.

Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 3.36 %
- Taux de progression annuelle des salaires : 1% pour les cadres, 1% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 60-67 ans
- Taux de charges sociales : 34 %
- Table de mortalité : INSEE 2021

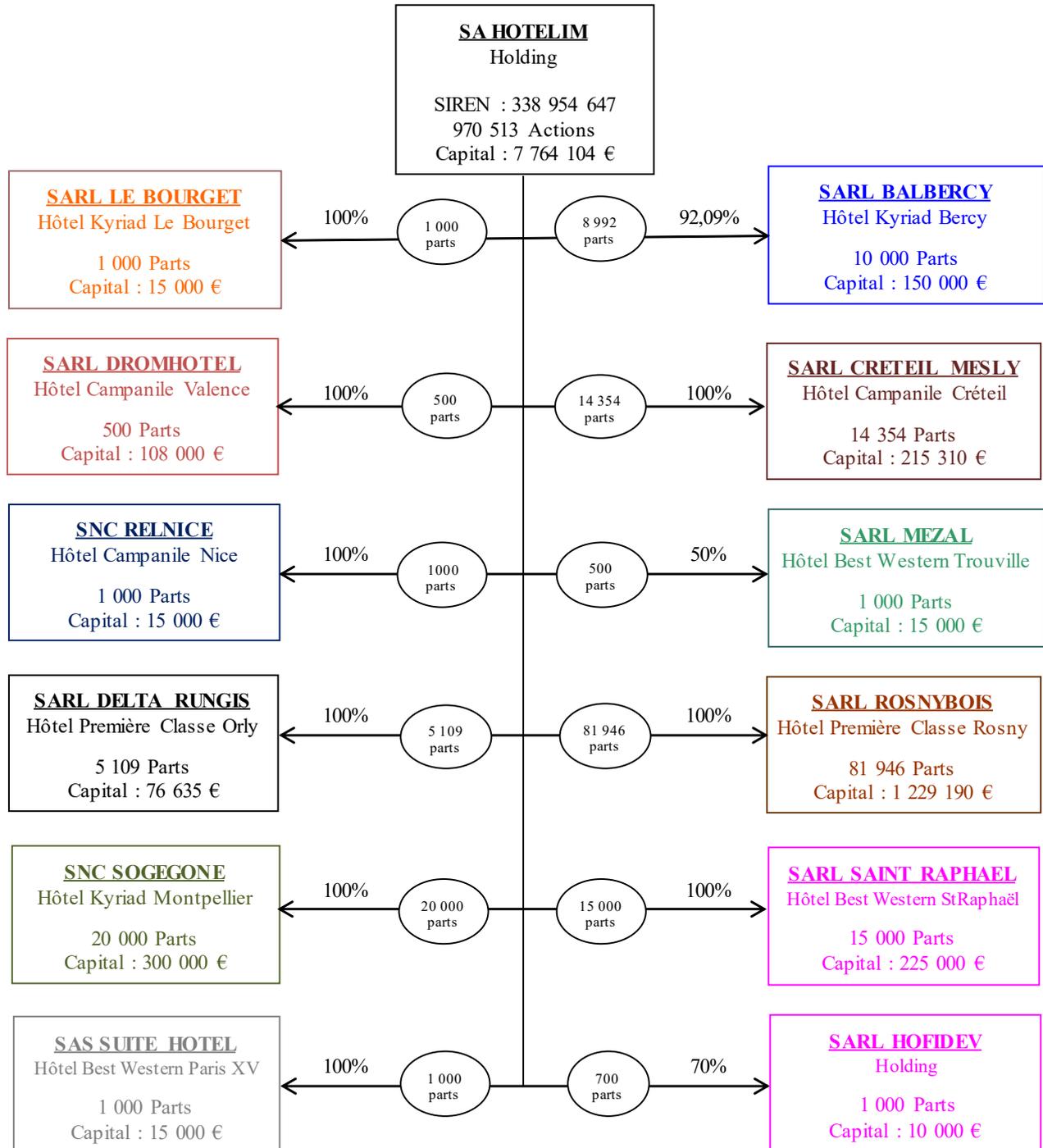
11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A. Organisation du Groupe HOTELIM



B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	92.09%	0.00%	92,09%	92,09%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70.00%	0.00%	70.00%	70.00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50.00%	0.00%	50.00%	50.00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARI Rosnybois	344 529 318 00026	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SAS Suite Hotel	419 564 232 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale

C. Liste des participations non consolidées

Société détentrice	Société détenue	Siège social	% détention	Montant capitaux propres	Résultat dernier exercice	Valeur nette	Valeur nette N-1
Hofidev	Brasserie à la mode (1) 53 rue du Faubourg St Antoine - 75011 PARIS		16,51%	2 978 902	1 272 226	1 178 986	179 986
Hotelim	Ksar Mogador (2)	Rue IBN Battouta - ESSOUIRA - MAROC	14,12%	2 217 190	542 389	351 362	351 362
Participations non significatives						2 710	2 710
Titres de participation						1 533 058	534 058

(1) les montants mentionnés sont ceux des derniers comptes clôturés au 31/03/2024

(2) Les montants mentionnés sont en euros et sont convertis au cours de clôture du 31/12/2024 (1 € = 10,47 DHS)

D. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés

BAIL À CONSTRUCTION

Deux hôtels sont exploités dans le cadre d'un bail à construction. Les baux arrivent respectivement à échéance le 1er janvier 2035 pour l'établissement de Saint Raphaël, et le 22 juin 2063 pour l'hôtel de Bercy.

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

E. Autres faits significatifs

Les conflits actuels et les conditions macroéconomiques actuelles n'ont pas d'impact significatif sur l'activité du groupe.

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

Aucune modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation n'est intervenue au cours de l'exercice.

5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

En date du 21 mars 2025, la société DROMHOTEL a procédé à la cession des murs et du fonds de commerce de son hôtel. Cette société fera l'objet d'une liquidation amiable au cours de l'exercice 2025.

6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

Néant

4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

A. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

B. Actif immobilisé

1. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Ecarts d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Fonds commercial	6 128 451					6 128 451
Ecarts d'acquisition	17 436 974					17 436 974
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	419 455		18 435			401 020
Autres immobilisations incorporelles	70 640					70 640
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles	490 095		18 435			471 660

2. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131					2 150 131
Constructions	42 987 229	296 544	259 298		29 159	43 053 634
Installations techniques, matériel, outillage	5 359 956	172 233	137 644		2 957	5 397 502
Autres immobilisations corporelles	5 165 546	251 683	117 875		82 530	5 381 884
Immobilisations en cours	110 279	241 879			(114 646)	237 512
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	55 773 141	962 339	514 817			56 220 663

3. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Titres de participations	1 680 095	51	147 089			1 533 057
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	119 971					119 971
Prêts	97 649	18 734				116 383
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations	706 375		604 601			101 774
Immobilisations financières	2 604 090	18 785	751 690			1 871 185

4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecarts d'acquisition	10 218 648	190 793		10 409 441
Ecarts d'acquisition	10 218 648	190 793		10 409 441
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	384 392		18 435	365 957
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	62 005	1 013		63 018
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	446 397	1 013	18 435	428 975
Terrains	13 787			13 787
Constructions	34 369 708	1 171 129	256 493	35 284 344
Installations techniques, matériel, outillage	4 724 557	191 563	133 397	4 782 723
Autres immobilisations corporelles	3 745 303	268 184	106 151	3 907 336
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	42 853 355	1 630 876	496 041	43 988 190
TOTAL	53 518 400	1 822 682	514 476	54 826 606

C. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2024	Valeur nette au 31/12/2023
Matières premières, approvisionnements	147 634			147 634	150 942
Marchandises	25 231			25 231	21 468
Avances et acomptes versés sur commandes					
Stocks et en cours	172 865			172 865	172 410
Créances clients et comptes rattachés	392 459	23 206		369 253	280 117
Actifs d'impôts différés	33 696			33 696	11 124
Autres créances	6 440 689	61 121		6 379 568	7 172 059
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	6 866 844	84 327		6 782 517	7 463 300
Valeurs mobilières de placement	1 040 600			1 040 600	2 235 969
Actions propres					
Disponibilités	27 603 720			27 603 720	27 500 886
Divers	28 644 320			28 644 320	29 736 855
Charges constatées d'avance	56 918			56 918	60 633
Ecarts d'arrondis actifs					
Comptes de régularisation	56 918			56 918	60 633
TOTAL	35 740 947	84 327		35 656 620	37 433 198

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
1. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2022	7 764 104	10 266 806	1 847 868	14 483 946	4 198 961	38 561 685
Affectation résultat en réserves		(873 462)	(923 915)	5 996 338	(4 198 961)	
Distribution dividendes				(1 746 924)		(1 746 924)
Résultat 2023					5 291 078	5 291 078
Autres variations				658		658
Au 31 décembre 2023	7 764 104	9 393 344	923 953	18 734 018	5 291 078	42 106 497
Affectation résultat en réserves			686 839	3 730 778	(4 417 617)	
Distribution dividendes		(2 911 539)			(873 461)	(3 785 000)
Résultat 2024					5 060 851	5 060 851
Autres variations				300 891		300 891
Au 31 décembre 2024	7 764 104	6 481 805	1 610 792	22 765 687	5 060 851	43 683 239

Au 31 décembre 2023, les intérêts minoritaires négatifs de la société Hofidev d'un montant de 301 374 € ont été imputés sur les capitaux propres du groupe.

Du fait du résultat bénéficiaire de la société Hofidev sur l'exercice 2024, les intérêts minoritaires ont été imputés de 300 898 €, en créditant les réserves consolidées du groupe.

2. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2022	1 586 501	349 085	1 935 586
Affectation résultat en réserves	349 085	(349 085)	
Distribution dividendes			
Résultat 2023		347 330	347 330
Autres variations	(262 719)		(262 719)
Au 31 décembre 2023	1 672 867	347 330	2 020 197
Affectation résultat en réserves	307 780	(307 780)	
Distribution dividendes		(39 550)	(39 550)
Résultat 2024		589 226	589 226
Autres variations	(300 897)		(300 897)
Au 31 décembre 2024	1 679 750	589 226	2 268 976

E. Autres postes de passif
1. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	25 497			25 497
Provisions pour charges	313 271	19 301	20 910	311 662
Provisions pour risques et charges	338 768	19 301	20 910	337 159
Provisions sur titres de participation	1 146 089		1 146 089	
Provisions sur créances rattachées	706 375		604 601	101 774
Provisions sur immobilisations financières	1 852 464		1 750 690	101 774
Provisions sur comptes clients	22 015	1 192		23 207
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	83 136	1 192		84 328
TOTAL	2 274 368	20 493	1 771 600	523 261

2. Impôt sur les résultats
Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2024		31/12/2023	
Résultat avant impôt	7 281 658		7 544 356	
Taux normal d'impôt en France	25,00%		25,00%	
Impôt théorique	1 820 415		1 886 089	
Impôt réel	22,41%	1 631 582	25,26%	1 905 948
Ecart net		(188 833)		19 859
Elements de rapprochement	IS 31/12/2024		IS 31/12/2023	
Amortissement des écarts d'acquisition	47 698		31 008	
Amortissement des écarts d'évaluation	21 180		21 180	
Différences permanentes (TVTS, amendes, Fonds solidarité...)	7 116		14 402	
Contribution additionnelle IS 3,30%	10 689		10 882	
Provision sur titres non consolidés				
Impact impôts différés changement de taux				
Reprise provision sur créances sociétés non consolidées	-286 523			
Quote part imposable sur dividendes	12 006		4 250	
Déficits non activés	-999		-61 863	
Montant rapproché		(188 833)		19 859

3. Impôts différés par société

Société	31/12/2024	31/12/2023
SA Hotelim	23 031	
SARL Mezal	5 024	4 743
SAS Suite Hotel	5 642	6 380
Actifs d'impôts différés	33 697	8 920
SA Hotelim		231 384
SARL Balbercy	282 161	278 288
SARL Le Bourget	112 054	129 489
SARL Créteil Mesly	18 871	26 665
SARL Dromhotel	73 235	69 740
SNC Relnice	62 875	72 767
SARL Rosnybois	34 704	43 616
SARL Delta Rungis	86 184	98 995
SARL Saint Raphaël	135 602	157 252
SNC Sogegone	33 879	43 475
Passifs d'impôts différés	839 565	1 231 095
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	805 868	1 222 175

4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. De l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hotelim (siège)	8 257 360		3 359 575	4 897 785	2 687 282	2 210 502	
Emprunts auprès des étab. de crédit	8 257 360		3 359 575	4 897 785	2 687 282	2 210 502	
Hôtel Paris XV							
Hôtel Nice	15			15	15		
Hôtel Trouville	48			48	48		
Hotelim (siège)	27 826		12 016	15 810	15 810		
Dettes financières diverses	27 889		12 016	15 873	15 873		
TOTAL	8 285 249		3 371 591	4 913 658	2 703 155	2 210 502	

F. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 6.253 K€ au 31 décembre 2024 contre 5.971 K€ en 2023.

L'effectif moyen au 31 décembre 2024 est composé de 136 personnes, contre 136 au 31 décembre 2023 et 133 au 31 décembre 2022, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2024	Effectif moyen 2023	Effectif moyen 2022
SA Hotelim	3	2	2
SARL Balbercy	25	26	24
SARL Delta Rungis	7	7	6
SARL Rosnybois	7	7	7
SARL Le Bourget	10	9	9
SARL Créteil Mesly	8	7	8
SARL Saint Raphaël	33	33	31
SARL Sogegone	8	8	9
SAS Suite Hotel	7	7	7
SNC Relnice	9	9	8
SARL Dromhotel	6	8	9
SARL Mezal	13	13	13
TOTAL	136	136	133

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2024 s'établit à 25.660 K€ contre 26.470 K€ en 2023 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation		31/12/2022	Variation	
Ventes de marchandises	416	411	5	1,2%	419	(8)	-1,9%
Prestations de services	25 244	26 059	(816)	-3,1%	22 614	3 445	15,2%
CHIFFRE D'AFFAIRES	25 660	26 470	(811)	-3,1%	23 033	3 437	14,9%

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 665 K€ (notamment une perte sur créance de 605 K€ compensées par une reprise de provision du même montant) et d'autre part des produits d'un montant de 2 568 K€, essentiellement constitués de produits financiers divers pour 813 K€, d'une reprise de provision de 999 K€ sur les titres Brasserie à la Mode détenus par HOFIDEV, ainsi que d'une reprise de provision de 604 K€ évoquée ci-avant.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est négatif de 148 K€ pour l'exercice 2024.

5. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. *Évènements postérieurs à la clôture*

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler

2. *Tableaux des flux de trésorerie*

Il est présenté en conformité avec le règlement 2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté du 29 décembre 2020.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

3. *Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants*

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

4. *Honoraires Commissaires aux Comptes*

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 79.660 € pour l'exercice 2024.